

La « crise grecque », vue de Grèce

par Dimitris Konstantakopoulos

Vu d'Athènes, la crise grecque n'a de grecque que le nom. Elle met en jeu des intérêts stratégiques qui dépassent largement les Balkans et agit comme un piège dans lequel les principaux dirigeants de l'Union sont tombés. Car si l'enjeu est géopolitique, les réactions de l'Allemagne et de ses alliés se retourneront contre eux et contre tous les Européens.

RÉSEAU VOLTAIRE | ATHÈNES (GRÈCE) | 10 JUILLET 2015

ESPAÑOL



De gauche à droite : (1) Wolfgang Schäuble, ministre des Finances allemand après avoir été plusieurs fois ministre de l'Intérieur. Il est connu pour son alignement sur Washington, sa dénonciation des alliances avec Moscou, son soutien à la guerre contre l'Irak et au camp de Guantánamo. (2) Angela Merkel, chancelière fédérale. Ancienne responsable de la propagande en RDA, elle rejoignit du jour au lendemain le gouvernement Kohl et reste sous surveillance de la CIA. (3) Otmar Issing, professeur d'économie. Il est à la fois conseiller de la banque Goldamn Sachs et administrateur de la Banque centrale européenne. Il a publié en 2012 un ouvrage en faveur d'une éjection des « PIIGS » (Portugal, Italie, Irlande, Grèce et Espagne) hors de la zone euro.

« Nous ne mourrons pas pour Dantzig », disaient les Français il y a soixante-dix ans. « Nous ne paierons pas pour les Grecs », disent aujourd'hui les Allemands. Et si, entre temps, la force de l'argent a remplacé, en Europe, celle des armes, cela ne l'a pas rendue moins mortelle (ni même, en fin de compte, moins autodestructrice).

L'attaque dont la Grèce fait l'objet de la part de forces « géo-économiques » puissantes, à savoir celles du capital financier totalement libéré de tout contrôle, d'un Empire de l'Argent en gestation, a une importance énorme au niveau mondial qui dépasse de loin la dimension de ce petit pays. C'est la première d'une série de batailles, qui vont déterminer l'avenir des États et des pays européens, celui de l'idée d'une Europe unie, indépendante, sociale, celle de notre démocratie et de notre civilisation. La question à laquelle on essaie de répondre, en Grèce, est de savoir qui va payer la dette cumulée de l'économie mondiale, y compris celle due au sauvetage des grandes banques, en 2008.

Est-ce que ce sera la population des pays développés, au prix de la suppression des droits sociaux et démocratiques acquis durant trois siècles de lutte, autrement dit, de la civilisation européenne ? Ou bien les pays tiers ? Va-t-on la payer par la destruction de l'environnement ? Les banques vont-elles l'emporter sur les États, ou bien ces derniers l'emporteront-ils sur les banques ? L'Europe pourra-t-elle dominer de nouveau le monstre que constitue le capital financier totalement dérégulé, en rétablissant une réglementation des flux de capitaux, dans le cadre d'un protectionnisme raisonnable et d'une politique de croissance, en contribuant à la construction d'un monde multipolaire, donnant ainsi un exemple d'ordre mondial ? Ou bien va-t-elle périr dans des conflits internes sans merci, en consolidant le rôle dominant, quoique vacillant aujourd'hui, des USA et demain peut-être, celui d'autres puissances, voire même de totalitarismes, au niveau mondial ou régional ?

La crise grecque

Les gouvernements européens et leur Union, qui ont dépensé des sommes colossales pour le sauvetage des banques, imposent à la Grèce de prendre des mesures qui constituent la plus grande régression dans l'histoire du

pays, exceptée la période de l'occupation allemande de 1941-1944, tout en la poussant dans la plus importante récession qu'elle ait connue depuis des décennies, la privant de toute perspective de croissance pendant un temps indéterminé. Ce qui, d'ailleurs, risque de rendre impossible le remboursement de sa dette, c'est-à-dire risque de faire de la Grèce une Lehman Brothers dans la nouvelle phase de la crise mondiale commencée en 2008. Nous sommes arrivés à un point où la Banque centrale européenne prête aux banques à un taux de 1 %, afin que celles-ci prêtent à l'État grec au taux de 6 % ou 7 %. En même temps, les gouvernements européens refusent de consentir à l'édition des euro-obligations pouvant servir à la normalisation des taux payés par l'État grec.

L'Allemagne contre l'Europe

Il y a vingt ans, l'Allemagne, nouvellement réunifiée, atteignant sa pleine « majorité stratégique », « acheva », par sa première action, la Yougoslavie multinationale et fédérale, en imposant à ses partenaires la reconnaissance des différentes Républiques. Le résultat en a été tout d'abord une série de guerres qui ont semé la ruine et la mort dans les Balkans, sans résoudre pour autant aucun de leurs problèmes, puis la mort dans l'œuf de la politique étrangère et de Défense de l'UE et, enfin, le retour solennel des USA dans leur rôle de maître absolu du Sud-est européen.

Tout cela pourtant fera figure de simple délit, devant ce qui risque de se passer maintenant, comme conséquence de la courte vue de Berlin et de la manière dogmatique, extrêmement égoïste, dont elle défend les règles de Maastricht, disposée, semble-t-il, à sacrifier un ou plusieurs de ses partenaires, appartenant même au « noyau dur » de l'UE, la zone euro, en les faisant plonger dans le désastre économique et social. Aujourd'hui, l'enjeu de la crise « grecque », de la crise « espagnole », « portugaise » ou d'une autre demain, n'est pas seulement la politique européenne commune, ni le sort des Balkans. C'est bien l'idée même de l'Europe unie qui risque de mourir, et sa monnaie commune avec elle, comme l'ont déjà noté les hommes politiques et les analystes économiques les plus pénétrants en Europe et au niveau international.

Si en 1990-91, la politique allemande avait établi le... rôle des USA en

Europe du Sud-est, la politique allemande actuelle conduit à la consolidation de leur rôle hégémonique aujourd'hui ébranlé dans les affaires européennes, sinon mondiales. Tout en privant l'Europe de la possibilité de jouer, en s'appuyant sur ses idées et sa civilisation, un rôle d'avant-garde dans la refonte si nécessaire du système mondial. Des erreurs historiques si colossales ne sont pas sans précédent dans l'histoire allemande : aujourd'hui, Berlin surestime sa puissance économique, comme il avait surestimé sa puissance militaire dans les années 1910 et 1930, contribuant ainsi à la destruction de l'Europe et de l'Allemagne elle-même, lors des deux Guerres Mondiales.

L'établissement de la monnaie unique et le mode de fonctionnement de l'UE, ont profité surtout à l'Allemagne qui refuse pourtant d' « ouvrir sa bourse » à ses partenaires en difficulté. Elle ne défend pas l'Europe ni à l'extérieur, contre les attaques des banques internationales dominées par les Anglo-Américains ni contre celles du capital financier, nommés par euphémisme « les marchés ». Elle ne la défend pas non plus à l'intérieur, non seulement parce qu'elle refuse d'assister un soi-disant partenaire, en l'occurrence la Grèce, mais aussi en l'insultant, par une campagne sadique et raciste des media allemands, au moment où elle affronte des difficultés vitales !

L'Allemagne et Maastricht

L'Allemagne a raison lorsqu'elle soutient que, en agissant de la sorte, elle défend les règles de Maastricht, qui interdisent toute sorte de solidarité et d'entraide entre les membres de l'UE et imposent, jusqu'à la fin des temps, une politique monétaire qui n'existe nulle part ailleurs au monde.

Ces règles correspondent aux intérêts allemands, du moins tels que les conçoivent les milieux dominants de Berlin, et, surtout, à ceux des banques et plus généralement des grands détenteurs du capital financier. C'est leurs profits que garantissent les règles de Maastricht, en association avec le régime de libéralisation totale des échanges de capitaux et de marchandises, qui interdisent explicitement ou implicitement aux Européens d'exercer une politique inflationniste, keynésienne, anticyclique, quand il le faut, mais aussi de se défendre contre l'antagonisme

économique extérieur, de la part des USA ou de la Chine.

En soutenant cependant, à juste titre, que sa politique actuelle est dictée par le traité de Maastricht, qui doit être respecté comme l'*Évangile*, Berlin dévoile, malgré lui, le caractère monstrueux de l'actuel édifice européen. On n'a nullement besoin d'être économiste, le sens commun suffit, pour comprendre qu'aucune union d'aucune sorte de personnes, de peuples, d'États, ni de quoi que ce soit, ne peut avoir une vie bien longue, si elle est fondée sur... l'interdiction de solidarité entre ses composantes !

Les peuples de l'Europe n'ont pas consenti à l'idée de l'unification européenne pour ... se ruiner ; ils y ont consenti pour acquérir davantage de sécurité et de prospérité. En disant à ses partenaires ... d'aller se faire voir ailleurs, à la première difficulté, les dirigeants allemands délégitiment eux-mêmes, dans une grande mesure, aussi bien l'idée de l'Europe unie que celle de la monnaie unique, ainsi que leur propre ambition d'être à la tête de l'Europe. À quoi sert une Union qui a mobilisé tous ses moyens pour sauver les banques qui avaient provoqué la crise de 2008, et qui refuse de sauver un peuple européen menacé par ces mêmes banques renflouées au moyen de l'argent public ?

La seule raison pour laquelle les membres de la zone euro, qui sont touchés par la crise, y demeurent encore, est leur crainte des conséquences d'un retrait (et divers intérêts de leurs milieux dirigeants). Mais pour combien de temps encore cette raison sera-t-elle suffisante, surtout dans le cas d'une éventuelle aggravation de la crise économique, qui transformera de vastes zones européennes en une sorte d'Amérique latine ? De même qu'au XXe siècle, l'Allemagne paiera de nouveau, elle aussi, le prix de son égoïsme, politiquement, en minant son propre rôle et économiquement, en étouffant les acheteurs de ses produits. Mais elle risque de s'en rendre compte quand il sera trop tard pour réparer la situation.

La crise grecque comme crise de l'eurozone

Il est presque évident que la crise grecque n'a pas à voir uniquement ni même essentiellement avec les problèmes intérieurs assez importants du pays, la faiblesse de son État et de son système politique, source d'une

vaste corruption. Ces problèmes, ainsi que le fait que la Grèce dépense des sommes colossales pour se défendre d'une Turquie négationniste, sont cependant des facteurs qui déterminent la forme, le moment d'apparition de cette crise et la capacité du pays à y faire face. Mais ils n'en constituent pas la cause, comme le prouve la crise en Espagne, au Portugal et ailleurs également. En Grèce, elle peut prendre l'aspect d'une crise de la dette publique, en Espagne de l'endettement privé, elle est cependant présente partout. Elle reflète l'incapacité de long terme des pays les plus faibles de l'Union à faire face, d'une part à une politique monétaire modelée sur les intérêts de l'Allemagne et des banques internationales, et d'autre part à la suppression de toute barrière de protection extérieure de la zone euro.

Le fonctionnement « intérieur » de la monnaie unique, faute de mécanismes compensatoires, conduit à un transfert permanent de plus-values du sud de l'Europe vers le nord. Le fonctionnement « extérieur » d'une zone euro qui s'est volontairement interdit toute protection contre la concurrence états-unienne et chinoise, toute politique industrielle et sociale, toute harmonisation fiscale conduit à la dégradation de la capacité européenne de production dans l'ensemble de l'Union, en commençant par les plus faibles. L'industrie grecque par exemple se délocalise de la Grèce du Nord vers les Balkans, les touristes désertent le pays d'une monnaie chère, l'euro, préférant le littoral turc.

Le problème va s'aggraver avec la fin, bientôt, des politiques de cohésion. Le problème structurel grec a certes accentué la situation et a amené la Grèce en plein milieu de la crise européenne, mais ce n'est pas lui qui l'a créé. L'Europe du Sud n'est pas la seule à faire face à ces problèmes. La France, un pays plus central et métropolitain, cœur politique de l'Europe, si l'Allemagne en constitue le cœur industriel, les a également recensés et doit les affronter. Ils sont à l'origine du rejet de la constitution européenne par le peuple français en 2005. Depuis lors, d'importants intellectuels français ont mis en évidence l'impasse vers laquelle se dirige la zone euro. Par exemple Emmanuel Todd, Jacques Sapir, Bernard Cassen et ATTAC, Maurice Allais pour ne citer que quelques uns, soulignent qu'il est impossible qu'une Europe productive et sociale puisse survivre sans quelque forme de protectionnisme.

L'obstination dans les règles de la zone euro telles qu'elles se présentent actuellement mène au totalitarisme, dit Todd. L'Europe se dirige vers la

catastrophe avec le système ultralibéral d'échanges et la suppression de la préférence communautaire par les autorités de Bruxelles. Jusqu'à présent, les idées de réforme de la zone euro ne pouvaient pas être appliquées, faute de volonté politique. Ce serait une tragédie pour le peuple grec si, a cause, entre autres, de la façon dont le système politique grec et une élite politique en pleine dégénérescence gère le pays, il était appelé à payer au prix de sa catastrophe l'énergie nécessaire à une réforme de l'euro, qui serait mise en place, si elle l'est un jour, trop tard pour que la Grèce puisse en profiter.

Économie et géopolitique

Pour ce qui est cependant de la dimension géopolitique du problème, les dirigeants allemands ne semblent pas avoir tiré les enseignements de leur propre histoire, c'est-à-dire se rappeler de leur incapacité, durant les décennies qui avaient précédé la Première Guerre mondiale, d'encaisser les profits attendus de leurs progrès scientifiques et technologiques. Le capitalisme-casino, engendré par le dérèglement de ces dernières décennies et auquel ils ont consenti de façon intéressée, caractérisée par l'absence totale de perspicacité stratégique, est un enfant anglo-américain. Aucun joueur, si bon et si fort qu'il soit, ne l'a jamais emporté sur le propriétaire du casino ! On est en droit de se demander si quelque plan stratégique ne se cache pas derrière la crise déclenchée actuellement non seulement par rapport à la dette grecque, mais aussi contre l'euro, au moment même où ce dernier s'apprêtait à devenir une devise mondiale.

D'autant plus que, maintenant nous le savons, Goldman Sachs se trouvait derrière l'attaque contre la Grèce et l'euro. En se barricadant derrière le traité de Maastricht, dans une Europe-« dictature des banques », les Allemands ont certes profité de leur suprématie économique, mais ont en même temps permis que soit tendu un énorme piège potentiel, qui vient d'être activé, contre l'Europe unie. Il fallait, d'ailleurs, s'attendre à ce que les choses évoluent dans ce sens, quand on voit par exemple l'architecte de la politique monétaire européenne n'étant autre que l'homme de Goldman Sachs, Otmar Issing. Un, du reste, dans un vaste réseau d'influence de cette banque en Europe. On voit donc peut-être aujourd'hui se développer le plan stratégique qui intègre la géopolitique et la géo-économie dans

l'architecture du traité de Maastricht.

La crise était inscrite dans le traité même avec deux aboutissements possibles : soit la transformation de l'Europe en une structure totalitaire assujettie, soit sa dissolution en ses composantes, ou en tout cas son maintien dans un état de déchirement dû à ses problèmes internes, qui l'empêche de gagner son autonomie vis-à-vis des USA et d'imposer des règles au capital financier mondial. La politique de Berlin semble être fondée sur l'espoir de tirer le meilleur profit dans le cadre de la mondialisation que s'il revendiquait pour le compte d'une Europe réformée d'être sur un pied d'égalité avec les USA, dans le cadre d'un monde multipolaire aux flux des capitaux et des marchandises règlementés. Justement parce qu'il a sans doute encore le souvenir de ses défaites, quand il avait recherché l'hégémonie européenne et mondiale. Mais, ceci faisant, il semble oublier que la mondialisation est dominée par le secteur financier et du crédit, et point par l'industrie qui constitue le point fort de l'Allemagne. Qui risque, en fin de compte, de se retrouver dans la même situation qu'elle avait connue vers la fin du « grand » siècle libéral, à la veille de la Première Guerre mondiale.

Les dirigeants allemands pensent peut-être qu'un « renvoi » ou un retrait forcé de la Grèce de la zone euro serait une solution qui, d'une part « servirait d'exemple » pour les autres membres de l'Union et aurait augmenté, d'autre part, l'homogénéité d'un noyau dur européen qui s'est trop « ramolli ». L'idée d'une « Europe à plusieurs vitesses » et de cercles homocentriques, telle que l'avait formulée Karl Lammers, reste très populaire en Allemagne. Seulement, les cercles risquent finalement de s'avérer hétérocentriques.

Il est évident que pour la Grèce, mais aussi pour d'autres membres de la zone euro, le problème se posera de lui-même et, à ce qui paraît, plus tôt et non plus tard qu'on ne l'imagine. Rester dans la zone euro n'a un sens pour la Grèce et pour d'autres pays que si celle-ci est réformée très vite et en profondeur. Mais il n'est pas du tout certain qu'un ou plusieurs retraits aient pour l'Allemagne les avantages auxquels elle s'attendrait.

En persévérant dans cette politique, Berlin risque de plonger la zone euro et l'UE dans une crise très grave. Il mènera, en même temps, à une défaite stratégique majeure de l'Europe dans l'Est méditerranéen, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif stratégique central des USA dans la région, à

savoir la constitution d'une zone d'influence américano-turque depuis la mer Adriatique jusqu'au Caucase et Chypre.

Une telle zone, dans l'optique de « l'occupation du centre » de « l'échiquier stratégique » selon Brzesinski, s'interposerait entre l'Europe et les hydrocarbures du Moyen Orient, entre la Russie et les « mers chaudes ». Elle participerait en plus à l'Union européenne. Elle serait, en d'autres termes, un des centres d'une Eurasie dominée par les USA, un outil qui servirait à la « paralysie stratégique » de l'Europe et une base de « containment » contre la Russie. On devrait savoir, en Europe, mais il est douteux que l'on veuille le savoir, depuis les fameux rapports de Wolfowitz et de Jeremia qui ont cristallisé la stratégie post-guerre froide des États-Unis, que l'objectif stratégique de Washington est le non avènement de forces antagonistes, et pour y parvenir elle applique des politiques propres à empêcher dès maintenant une telle éventualité, en « programmant » si possible des crises ou en mettant des obstacles à des collaborations et des alliances entre divers pôles du système international.

Dans un cas, l'Allemagne l'a bien compris, quand elle a décidé de construire le gazoduc *North Stream*, la liant directement avec la Russie, mais en général elle continue d'être stratégiquement aveugle.

Dimitris Konstantakopoulos

Source : « La « crise grecque », vue de Grèce », par Dimitris Konstantakopoulos, *Réseau Voltaire*, 10 juillet 2015, www.voltairenet.org/article188108.html